

Coup d'Etat - En Birmanie, la junte militaire renoue avec ses vieux démons

samedi 6 février 2021, par [FARRELLY Nicholas](#), [SIMPSON Adam](#) (Date de rédaction antérieure : 4 février 2021).

Sommaire

- [Une élection contestée et \(...\)](#)
- [L'accord de partage du pouvoir](#)
- [Un retour en arrière pour \(...\)](#)

Juste avant l'investiture des nouveaux membres du Parlement, qui devait avoir lieu lundi 1^{er} février, les militaires ont [arrêté](#) Aung San Suu Kyi, qui dirigeait de fait le pays, le président Win Myint et d'autres figures clés du parti démocratiquement élu, la Ligue nationale pour la démocratie (NLD).

Les militaires ont ensuite [annoncé](#) avoir pris le contrôle du pays pour douze mois et déclaré l'état d'urgence. Que la junte le reconnaisse ou non, il s'agit d'un coup d'État.

Une élection contestée et des accusations de fraude

En novembre, la NLD et Aung San Suu Kyi ont remporté une [large victoire](#) lors des élections nationales. À l'inverse, le Parti de l'union, de la solidarité et du développement (USDP), soutenu par les militaires, [obtenait des résultats décevants dans ses bastions traditionnels](#).

Humilié par le résultat, l'USDP [a prétendu](#) que les élections avaient fait l'objet de fraudes massives. Mais les observateurs internationaux, parmi lesquels le Centre Carter, le [Réseau asiatique pour des élections libres](#) et la mission d'observation des élections de l'Union européenne, ont [contredit ces affirmations](#). La déclaration préliminaire de l'Union européenne précisait que 95 % des observateurs estimaient que le processus s'était « bien », voire « très bien », déroulé.

Des organisations locales de confiance telles que [l'Alliance populaire pour des élections crédibles](#) ont confirmé ces observations. Le 21 janvier, ces groupes ont publié un [communiqué commun](#) selon lequel

« les résultats des élections sont crédibles et reflètent la volonté de la majorité des électeurs ».

Cependant, s'inspirant de l'exemple de Donald Trump, l'USDP a maintenu ses accusations de fraude, malgré l'absence de preuves tangibles, afin de saper la légitimité des élections.

[Dans un premier temps](#), les militaires n'ont pas repris à leur compte les affirmations de l'USDP mais ils ont progressivement fait cause commune avec le parti. [La semaine dernière](#), le commandant en chef des forces armées, le général Min Aung Hlaing, n'excluait pas la possibilité un coup d'État.

Dès le lendemain, la commission électorale du pays [a rompu son silence, qui durait depuis des semaines](#) et fermement rejeté les accusations de fraude massive de l'USDP, ouvrant la voie à ce que l'historien birman Thant Myint-U a qualifié de « crise constitutionnelle birmane la plus sévère depuis le départ de l'ancienne junte en 2010 ».

L'accord de partage du pouvoir entre civils et militaires

On voit mal comment les militaires tireront parti des événements d'aujourd'hui, dans la mesure où l'accord de partage du pouvoir qu'ils avaient noué avec la NLD à travers la Constitution de 2008 leur avait déjà permis [d'étendre leur influence et leurs intérêts économiques dans le pays](#).

La junte a déjà dirigé la Birmanie pendant plus d'un demi-siècle après le coup d'État du général Ne Win en 1962. Un « [coup d'État interne](#) » en 1988 avait porté au pouvoir un nouveau groupe de généraux. Cette junte-ci, dirigée par le général Than Shwe, autorisa les élections de 1990, qui se soldèrent par le triomphe du parti d'Aung San Suu Kyi. Les militaires [refusèrent cependant](#) de reconnaître les résultats.

En 2008, une nouvelle Constitution fut élaborée par la junte : elle réservait 25 % des sièges du Parlement aux militaires et leur permettait de nommer les ministres de la Défense, des Affaires transfrontalières et de l'Intérieur, ainsi qu'un vice-président. En 2010, les [élections](#) furent boycottées par la NLD, mais elle remporta celles de 2015 avec fracas.

Depuis le début de 2016, Aung San Suu Kyi dirigeait de fait la Birmanie, bien que les militaires ne soient pas soumis au contrôle de la société civile. Jusqu'à la semaine dernière, les relations entre les civils et les militaires pouvaient se tendre par moments, mais elles étaient dans l'ensemble apaisées, car elles reposaient sur la reconnaissance mutuelle d'intérêts convergents dans les principaux domaines de la politique nationale.

De fait, cet accord de partage du pouvoir a été extrêmement avantageux pour les militaires, dans la mesure où ils ont bénéficié d'une autonomie totale en matière de sécurité et conservé leurs intérêts économiques.

Ce partenariat a permis à la junte de mener des [opérations de nettoyage ethnique](#) dans l'État du Rakhine en 2017, qui ont abouti à [l'exode](#) de 740 000 Rohingyas - musulmans pour la plupart - vers le Bangladesh.

À la suite de cette opération d'épuration ethnique, Aung San Suu Kyi a vigoureusement défendu à la fois son pays et ses militaires devant la [Cour internationale de justice](#). La réputation mondiale de la Birmanie (et celle d'Aung San Suu Kyi, autrefois saluée pour son éthique) ne s'en est jamais relevée.

Il existait néanmoins un sujet de discorde entre la NLD et les militaires : les freins constitutionnels qui rendaient impossible l'accession officielle d'Aung San Suu Kyi à la présidence. Des voix au sein de la NLD se sont également inquiétées du rôle permanent revendiqué par les forces armées pour arbitrer toutes les affaires légales et constitutionnelles du pays.

Un retour en arrière pour la Birmanie

Au-delà des événements de cette semaine et de leurs suites, la fragile démocratie birmane a déjà été sévèrement mise à mal par les militaires.

Le gouvernement de la NLD a certainement [sa part de responsabilité](#), mais un coup d'État militaire constitue un pas en arrière majeur pour la Birmanie, et une mauvaise nouvelle pour la démocratie dans la région.

Difficile de ne pas voir dans cet événement un moyen pour le général Min Aung Hlaing de conserver son rôle politique de premier plan, alors qu'il devait [légalement prendre sa retraite](#) cette année, à l'âge de 65 ans. Or, compte tenu du score calamiteux de l'USDP, il n'y a pas d'autre voie politique vers le pouvoir que celle de la présidence.

À bien des égards, le coup d'État sera contre-productif pour les militaires. Les gouvernements du monde entier vont sans doute appliquer ou renforcer les sanctions contre les membres de la junte. Les États-Unis ont d'ailleurs [publié un communiqué](#) précisant qu'ils prendraient des mesures contre les responsables. Les investissements étrangers dans le pays - à l'exception possible de ceux de la Chine - vont sans doute s'effondrer.

En outre, la population birmane, qui a goûté à une décennie de libertés politiques accrues, sera probablement peu encline à coopérer si un régime militaire est rétabli.

Les élections de 2020 ont démontré une fois de plus le peu de goût des Birmans pour le rôle politique joué par forces armées, et la popularité persistante d'Aung San Suu Kyi. Son arrestation met à mal la fragile coalition qui guidait la Birmanie pendant une période périlleuse et pourrait signer la fin chaotique de la détente bénéfique entre pouvoir civil et forces militaires.

[Adam Simpson](#), Senior Lecturer, [University of South Australia](#) et [Nicholas Farrelly](#), Professor and Head of Social Sciences, [University of Tasmania](#)

Traduit de l'anglais par Claire Bertrand pour [Fast ForWord](#) < !—>
<http://theconversation.com/republishing-guidelines> —>

P.-S.

- The Conversation. 4 février 2021, 22:30 CET.

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).

[Adam Simpson](#), [University of South Australia](#) et [Nicholas Farrelly](#), [University of Tasmania](#)